

## LEE HYE-MIN

Conseiller principal de KIM & CHANG, ancien sherpa du G20 pour la Corée, ancien ambassadeur de Corée pour les Affaires économiques internationales

**Masood Ahmed, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI**

Permettez-moi maintenant de me tourner vers Lee Hye-min. Vous avez une longue expérience des relations économiques internationales, mais aussi particulièrement du commerce. Ce serait bien d'avoir votre avis là-dessus.

**Lee Hye-min, conseiller principal de KIM & CHANG, ancien sherpa du G20 pour la Corée, ancien ambassadeur de Corée pour les Affaires économiques internationales**

Merci Masood. Je suis honoré d'être avec vous ce matin. Merci pour l'invitation et félicitations à l'équipe organisatrice.

Je pense que nous devons identifier les défis auxquels nous sommes actuellement confrontés. En ce sens, je voudrais souligner deux défis très importants, en mettant l'accent sur le commerce.

Il y a d'abord l'effondrement du système de coopération internationale et, en même temps, l'effondrement du système commercial fondé sur des règles. Edward Luce, chroniqueur au *Financial Times*, a récemment déclaré que la règle du commerce mondial est la loi de la jungle. Je pense qu'il a tout à fait raison, car les règles existantes de l'OMC ne sont plus respectées et de nouvelles règles ne peuvent pas être élaborées.

Avec la déclaration de Janet Yellen, secrétaire au Trésor américaine, en avril de l'année dernière, selon laquelle les États-Unis poursuivraient un commerce libre mais sûr avec leurs amis, la clause fondamentale de la nation la plus favorisée de l'OMC est morte. Comme vous le savez, le mécanisme de règlement des différends de l'OMC reste paralysé en raison du non-fonctionnement de son Organe d'appel.

Plus grave encore, de nouvelles règles internationales ne peuvent pas être convenues, même si nous avons besoin de nouvelles règles en matière de numérique et de changement climatique, car le système de coopération mondiale s'est effondré en raison de l'intensification du conflit entre les États-Unis et la Chine et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Les sommets du G20 de l'année dernière et de cette année ont clairement démontré que le G20 a perdu son rôle de comité mondial de gestion des crises, avec l'effondrement des mécanismes de coopération mondiale. Le G20, en plus de stabiliser l'économie mondiale après la crise financière de 2008, a joué un rôle déterminant – j'en ai été témoin en tant que chef du G20 en Corée – dans la conclusion de l'Accord de Paris sur le changement climatique en 2015 lors de la COP21, qui n'est entré en vigueur qu'en 2016.

Cependant, au vu de la situation politique internationale actuelle, il est très peu probable que le G20 puisse faire quoi que ce soit de significatif sur des questions mondiales telles que le climat, le numérique, la santé, l'énergie ou la crise alimentaire.

En raison de l'impossibilité de parvenir à un consensus sur les questions mondiales, nous constatons une tendance récente à la fragmentation des règles internationales en matière de changement climatique et d'économie numérique en particulier. En fait, il serait plus approprié de dire que l'Union européenne monopolise la législation sur ces questions à travers le RGPD, la taxonomie de l'UE, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, ainsi que la loi sur les services numériques et la loi sur les marchés numériques.

Ces règles de l'UE doivent être appliquées au-delà de l'Union européenne. Ces règles de l'UE doivent être appliquées au-delà de l'Union européenne. Un bon exemple est X, ancien Twitter, qui peut être soumis à des sanctions de l'UE en raison de la désinformation et de son contenu préjudiciable, sur la base de la loi européenne sur les services numériques, et la récente décision de l'UE d'interdire les allégations trompeuses de neutralité carbone qui sera appliquée aussi aux montres Apple.

Avec le lancement du Cadre économique indo-pacifique (IPEF), les États-Unis tentent également d'établir de nouvelles règles internationales, mais tout est incertain car trop d'économies différentes participent à cette discussion et les problèmes sont très difficiles à résoudre.

De plus, le projet de texte du Pilier II sur la chaîne d'approvisionnement récemment publié – qui, à mon avis, est le pilier le plus important de l'IPEF – est très décevant et loin d'établir des règles contraignantes. Nous pouvons constater une prolifération d'exceptions pour la sécurité nationale invoquées par les grandes économies et un contrôle croissant des exportations, basé sur ces exceptions pour la sécurité nationale.

Puisque les gouvernements ne peuvent pas produire de règles, nous pouvons voir un rôle plus actif joué par le secteur privé et les ONG. RE100, une initiative d'ONG et de l'International Sustainable Standard Board, et non de gouvernements, produit une norme mondiale pour la divulgation ESG des entreprises.

Le deuxième défi est l'intervention renforcée des gouvernements dans l'économie. La démondialisation depuis la crise financière de 2008 et la Covid 19 ont considérablement renforcé les réglementations gouvernementales. Le changement climatique et la numérisation de l'économie mondiale nécessitent une intervention gouvernementale plus forte, car nous avons besoin de nouvelles règles sur ces questions. L'impact direct de l'intervention gouvernementale renforcée est une augmentation des subventions des grandes économies au détriment des puissances moyennes.

Les États-Unis, l'Union européenne et le Japon tentent actuellement d'offrir des subventions à leurs propres industries, notamment celles des semi-conducteurs et des batteries automobiles au lithium, afin de lutter contre le capitalisme d'État chinois.

Je pense que le problème des subventions réside dans ce concept – commerce et industrie – parce que les décisions gouvernementales déterminent les résultats en matière de concurrence, et non les forces du marché. Réduisant ainsi considérablement l'efficacité. On voit que la main invisible du marché cède la place à la main visible de l'État.

Je m'arrête ici et je reviendrai plus tard sur la manière de relever ces défis de manière appropriée. Je vous remercie.

**Masood Ahmed**



Merci beaucoup, Hye-min. Nous y reviendrons parce qu'on pourrait avoir une conversation parallèle dans laquelle les gens diraient : « Écoutez, nous devons atteindre un ensemble d'objectifs », qu'il s'agisse de sécurité, de changement climatique ou de biens publics mondiaux, et nous devons utiliser un ensemble d'instruments dont nous disposons, des instruments politiques, dont certains sont des subventions.